

Impact macro-économique de l'industrie pharmaceutique en France

Etude pour le LEEM
Les entreprises du médicament

Sommaire

I.	Introduction de la partie	3
II.	Périmètre d'étude	3
III.	Les chiffres clés de l'industrie pharmaceutique	4
IV.	Impact de la croissance de l'industrie du médicament sur l'ensemble de l'économie française	6
1.	La méthode utilisée : analyse entrée-sortie	6
a.	Le TES	7
b.	Méthode de Leontief	9
2.	Mise en œuvre : Une tendance à la densification des relations qu'entretient l'industrie pharmaceutique avec ses branches fournisseurs	10
V.	Conclusion de la partie	13
	Annexe 1 : Classification des produits – niveaux 1 et 2	14
a.	Niveau 1 : 21 sections	14
b.	Niveau 2 : 88 divisions	14

I. Introduction de la partie

La demande mondiale de médicaments augmente plus rapidement que le produit intérieur brut. Les dépenses en pharmacie augmentent avec le niveau de vie et sont tirées à la hausse par l'évolution démographique. D'autres facteurs tels que le vieillissement de la population, l'arrivée à l'apogée du continent asiatique et les nouvelles avancées thérapeutiques vont maintenir les tendances dans les années à venir. Une industrie du médicament forte est donc un atout pour la croissance économique. L'objectif de cette étude est de montrer que l'industrie pharmaceutique française dispose d'avantages comparatifs pour être qualifiée de forte et qu'elle est un atout majeur pour l'économie. Pour cela nous allons d'abord évaluer la compétitivité de cette industrie au niveau international puis nous allons regarder de plus près l'impact que la croissance de cette industrie aura sur les autres industries et donc sur l'ensemble de l'économie.

II. Périmètre d'étude

Commençons par identifier l'ensemble des activités effectuées sur le territoire national et spécifiquement liées aux médicaments.

Les activités de l'économie se classifient en six niveaux. Du premier au sixième niveau, on a de plus en plus de ramifications.

Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4	Niveau 5	Niveau 6
21 sections	88 divisions	261 groupes	575 classes	1342 catégories	3142 sous-catégories

En annexe on peut retrouver le détail des niveaux 1 et 2. Pour le reste, on peut le retrouver sur le site de l'INSEE.

Nous nous intéressons à la troisième section du niveau qui regroupe les industries manufacturières¹. Ces dernières représentent les divisions 10 à 33 du niveau 2. Parmi elles, nous avons l'industrie pharmaceutique².

Pour identifier les activités concernées dans les bases de données statistiques existantes, il existe une nomenclature. Celle-ci a changé depuis 2008. L'ancienne et la nouvelle nomenclature portent les noms de Naf rev 1 (ou Nace rev 1 pour les anglophones) et Naf rev 2.

Ainsi, les nomenclatures pour les activités de fabrications sont les suivantes :

- Fabrication de produits pharmaceutiques de base : 21.10Z

¹ Cette section comprend la transformation physique ou chimique de matériaux, substances ou composants en nouveaux produits. Les matériaux, substances ou composants transformés sont des matières premières produites par l'agriculture, la sylviculture, la pêche ou les industries extractives, des matières premières secondaires issues de la récupération des déchets ainsi que des produits issus d'autres activités manufacturières. L'altération substantielle, la rénovation et la reconstruction de biens sont généralement considérées comme activités manufacturières.

² Cette division comprend la fabrication de produits pharmaceutiques de base et de préparations pharmaceutiques. Elle comprend également la fabrication de produits chimiques à usage médicinal et de produits d'herboristerie.

- Fabrication de préparations pharmaceutiques : 21.20Z
- Industrie pharmaceutique : 21
- Industrie manufacturière : C

Notons que les groupes pharmaceutiques sont pour la plupart internationalisés et composés d'entités juridiques. De plus ils regroupent un ensemble de filiales associées à une chaîne d'activités allant de la fabrication à la commercialisation. Il convient donc de tenir compte d'autres activités intermédiaires, telles que :

- Activités juridiques comptables : 69.20Z
- Commerce de gros de produits pharmaceutiques : 46.46Z
- Recherche-développement (R&D) en biotechnologie : 72.11Z
- R&D en autres sciences physiques et naturelles : 72.19
- R&D en sciences physiques et naturelles : 72.1
- R&D scientifiques : 72

III. Les chiffres clés de l'industrie pharmaceutique

Cette partie consiste à répertorier et analyser les chiffres concernant l'industrie pharmaceutique que l'on retrouve dans bases de données européennes telles que l'INSEE, Eurostat et BACH.

Le changement de nomenclature a conduit à une nouvelle classification des entreprises dans les différents secteurs. Les activités précédemment considérées comme industrielles sont devenues des activités de commerce de gros. En particulier, les laboratoires Merck Sharp & Dohme Chibret, Novartis Pharma, Pfizer, Roche, Sanofi Pharma, Bristol Myers Squibb ainsi que Sanofi-Aventis France apparaissent parmi les principales unités légales du secteur du commerce de gros de produits pharmaceutiques.

Le tableau de la page suivante montre que l'utilisation de la nouvelle nomenclature conduit, pour la même année pivot (2008) :

- à réduire le poids du chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique de 22 % ;
- à réduire le poids de l'excédent brut d'exploitation de l'industrie de 37 % ;
- à réduire ses effectifs mesurés en équivalent temps plein de 20 %.

A l'inverse, le chiffre d'affaires réalisé par les entreprises du commerce de gros de produits pharmaceutiques a été réévalué de 25 %. Celui de leur EBE est également réévalué de 53 %.

L'impact statistique du reclassement des activités pharmaceutiques entre industrie et commerce de gros

montant en millions d'euros en 2008, sauf précision

	Statistiques d'entreprises en NACE Rév 1		Statistiques d'entreprises en NACE Rév 2		Rév 2 / Rév 1 (en %)	
	Industrie	Cce de gros	Industrie	Cce de gros*	Industrie	Cce de gros
Nombre d'entreprises	475	4 180	475	6 781	0,0	62,2
Chiffre d'affaires	48 207	44 823	37 645	56 225	-21,9	25,4
Valeur de la production	29 756	10 980	29 571	1 490	-0,6	-86,4
Valeur ajoutée	11 815	5 070	9 459	7 616	-19,9	50,2
Excédent brut d'exploitation	6 421	1 788	4 034	2 734	-37,2	52,9
Nombre de salariés (ETP)**	97 160	nd	78 053	62 865	-19,7	

Source : Eurostat, Statistiques structurelles des entreprises

* Données en 2009

** Nombre d'emplois en équivalent temps plein

*** L'EBE et le nombre de salariés pour l'industrie en Nace Rév 1 portent sur l'année 2007

Cependant, il ressort que parmi les principaux pays européens, c'est en France que le poids de l'industrie pharmaceutique dans l'ensemble de l'industrie manufacturière est le plus élevé. Soit 4,7% du chiffre d'affaire industriel en France, contre 2,6% en Allemagne, 3,6% au Royaume-Uni et en Espagne, et 3,3% en Italie.

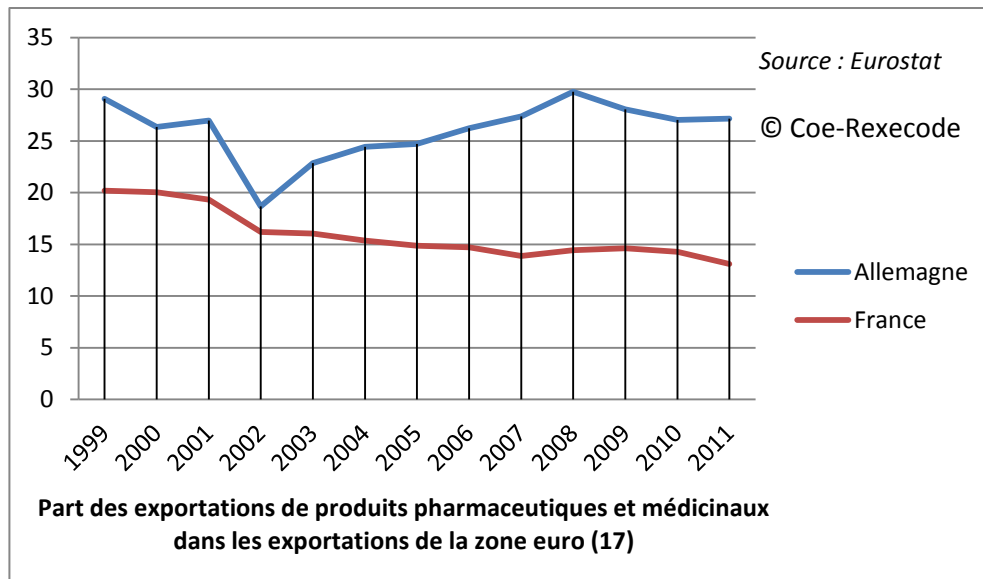
Poids de l'industrie pharmaceutique dans l'industrie manufacturière de plusieurs pays européens en 2009 (en %)

	Nombre d'entreprises	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Salaires et traitements	Nombre de salariés	Excédent brut d'exploitation
France	0,4	4,7	4,8	3,4	2,6	10,5
Allemagne	0,4	2,6	4,0	2,5	1,8	10,4
Royaume-Uni	0,4	3,6	6,1	3,4	1,6	9,8
Espagne	0,2	3,6	3,9	3,2	2,0	5,4
Italie	0,1	3,3	4,0	3,2	1,8	5,9
Suisse	0,8	19,3	16,7	8,7	non dispo.	30,7
Irlande	1,5	36,9	46,0	14,3	9,6	59,2
Pays-Bas	0,4	2,5	4,0	2,7	2,4	6,1
Pologne	0,1	1,7	2,4	2,1	1,1	2,7

Source : Eurostat, Statistiques structurelles des entreprises

On constate néanmoins une fragilisation de la compétitivité et de son attractivité. En effet l'analyse des parts de marché à l'exportation montre qu'une érosion s'effectue. On a un passage de 20,2 % des exportations de la Zone-Euro en 1999 à 14,6 % en 2009, puis 13,1 % en 2011. 13 Milliards d'euros de chiffre d'affaires à l'exportation manquent par rapport à 1999 et 2,7 Milliards d'euros par rapport à 2009.

A l'inverse de la situation française, les parts de marché à l'exportation de l'Allemagne tendent à s'éroder moins vite que la France. D'ailleurs elles sont largement au-dessus.



En termes de production, la France a l'une des premières industries pharmaceutiques à l'échelle européenne. En 2007 elle était première avec un chiffre d'affaire de 35 milliards d'euros. Elle cède sa place à l'Allemagne en 2009, mais elle garde quand même un chiffre d'affaire très élevé ; soit 38 milliards d'euros (l'Allemagne étant à 40 milliards).

IV. Impact de la croissance de l'industrie du médicament sur l'ensemble de l'économie française

Ici nous faisons une analyse de l'étendue et du poids du secteur des industries de santé dans l'économie, des effets d'entraînement qu'il occasionne auprès de l'ensemble du système productif (sous l'effet d'une augmentation de la demande et donc une variation de la production). Cela s'appelle une analyse entrée-sortie. Cette méthode qui entre dans le domaine de l'algèbre économique est développée par Wassily Léontief (1906-1998) qui reçoit pour ses travaux le prix Nobel en 1973.

1. La méthode utilisée : analyse entrée-sortie

Nous réalisons une exploitation des tableaux des entrées-sorties construits dans le cadre de la comptabilité nationale. Ces tableaux retracent, pour chacune des activités constitutives de l'économie nationale :

- le montant des ressources en produit dont dispose l'économie (que ces biens soient produits localement ou importés) ;

- l'affectation de ces produits entre des emplois finals (exportations, consommation, investissement) et des emplois intermédiaires (c'est-à-dire l'utilisation du produit d'une activité dans le cadre du processus de production d'une autre activité)

a. Le TES

Définition : Le tableau d'entrées-sorties (TES) est un des tableaux des comptes nationaux.

Il analyse chacun des produits de la nomenclature selon l'origine (production nationale ou importations) et sa destination (consommation finale, exportations, investissements). Il comporte cinq sous-tableaux, à savoir :

- Le tableau des entrées intermédiaires (TEI)

Certaines branches de l'économie ont besoin des produits ou services d'autres branches pour pouvoir faire les leurs. Cela s'appelle de la **consommation intermédiaire (CI)**. Le TEI fait état de ces consommations.

En ligne, on a une ventilation de la CI totale d'un produit par les différentes branches utilisatrices (répartition des produits dans les différents secteurs).

En colonne, une décomposition de la CI totale d'une branche selon les différents produits.

- Le tableau des ressources en produit (TRP)

Il décrit les ressources, pour chaque produit, en fonction de leur origine, production intérieure ou importations ; dans ce cadre, figurent également les marges de commerce et de transport, les impôts et les subventions sur les produits.

- Le tableau des emplois finals (TEF)

Il détaille l'ensemble des consommations qui ne sont pas faites par les branches productrices. Il s'agit de la consommation finale.

En ligne on a les produits.

En colonne on a les dépenses finales qui réunissent les consommations des ménages et autres organismes (tels que les APU³ et services non marchands) ; les formations brutes de capital (elles comprennent la formation brute de capital fixe et la variation de stock) et les exportations.

- Le compte de production par branche (CPB)

Il donne les éléments concourant à la production effective (Pe) des branches. C'est-à-dire la somme des consommations intermédiaires d'une branche ainsi que les éventuelles valeurs ajoutées.

- Le compte d'exploitation par branche (CEB)

³ Administrations Publiques

La correspondance entre branche et produit n'est pas toujours parfaite, il peut y avoir des produits secondaires. Par exemples les produits fatals accompagnant une fabrication, services de recherche non marchands accompagnant une activité industrielle, produits marchands inclus en produits non marchands. La production obtenue est la production distribuée (Pdis).

Organisation du TES

<u>Tableau des ressources en produits</u>	<u>Tableau des entrées intermédiaires</u>	<u>Tableau des emplois finals</u>
	<u>Compte de production par branche</u>	
	<u>Compte d'exploitation par branche</u>	

Le TES que nous utilisons a 37 branches. Il est disponible sur le site de l'INSEE.

Exemple de TES à 2 branches

On considère qu'il n'y a pas de produits secondaires. $P_e = P_{dis}$. Donc il n'y a pas de CEB.

Pdis	Imports	Total
100	300	400
500	100	600
600	400	1000

	B1	B2	Total
P1	20	100	120
P2	10	50	60
Total	30	150	180

CF	FBCF	Δ Stocks	Exports
200	20	0	60
200	100	40	200
400	120	40	260

CI	30	150	180
VA	70	350	420
Pdis	100	500	600

- Dans le TEI :

En colonne, la branche B1 consomme 20 de produit P1, que elle-même fabrique, et 10 de produit P2, fabriqué pas B2. Au total sa consommation intermédiaire (CI) est de 30. De même, la branche B2 consomme 100 de P1 et 50 de P2 pour une CI de 150.

En ligne, la branche B1 produit 120 pour la CI, dont 20 pour elle-même.

- Dans le CPB :

Il n'y a pas de produits secondaire, donc la production distribuée est juste la somme des CI et de la valeur ajoutée.

- Dans le TRP :

Le total des ressources en produit que chaque branche possède est la somme de sa production et de ses importations.

- Dans le TEF :

Les consommations qui ne sont pas faites par les branches productives elles-mêmes se retrouvent dans le TEF. En ligne nous avons la distribution des différents produits. Et la somme des emplois finals et consommations intermédiaires doit être égale aux ressources préalable des produits.

b. Méthode de Leontief

Notre démarche consiste à apprécier l'augmentation de la valeur de la production de l'ensemble de l'économie et de chacune de ses branches qui intervient pour tout accroissement marginal de la production d'une branche donnée.

En se référant à l'exemple de TES précédent, on peut dire que si la branche B1 veut produire plus, elle sera obligée de consommer plus de produit P1 et plus de produit P2 qui eux même solliciterons des produits P1 et P2. Ainsi de suite, ce qui s'appelle les effets d'entraînement.

L'algorithme pour résoudre ce problème, et calculer la valeur exacte de produit P1 et P2 nécessaire à une production supplémentaire de la branche B1 est le suivant :

- Calcul de la matrice de coefficients techniques A : elle s'obtient en divisant toutes les colonnes de la matrice des consommations intermédiaire CI par le vecteur de production P . $A_{ij} = CI_{ij}/P_j$
- On a : $P + M = CI + CF + FBCF + \Delta S + X$. Avec :
 P : Production
 M : Importations
 CI : Consommations Intermédiaires
 CF : Consommations finales (par la population ou les services publiques)
 $FBCF$: Impôts
 ΔS : Variation de stock
 X : Exportation
 Posons $EF = CF + FBCF + \Delta S + X - M$, le vecteur des emplois finals.
 Donc : $P = A \cdot P + EF \Leftrightarrow (\mathbb{I} - A) \cdot P = EF \Leftrightarrow P = (\mathbb{I} - A)^{-1} \cdot EF$

Le TES étant à 38 branches, nous devons inverser une matrice de dimension 38x38.

Remarque : On tient bien compte des effets d'entraînement car $(\mathbb{I} - A)^{-1} = \mathbb{I} + A + A^2 + \dots$
 $A \cdot EF$ est l'effet d'entraînement de premier tour et $A^n \cdot EF$ l'effet du $n^{ième}$ tour.

L'avantage de la méthode est qu'elle est dynamique. Elle permet d'apprécier l'évolution des effets d'impulsion transmis par la production d'une branche donnée dans le temps. Ont-ils tendance à s'accroître, signe d'une densification des relations interindustrielles exercée par une branche donnée et donc d'une plus grande capacité à dynamiser son environnement technique et économique ? Les branches dont l'activité est stimulée par l'évolution de la production de l'industrie pharmaceutique sont-elles toujours identiques ? Comment évolue l'ampleur de cette stimulation ?

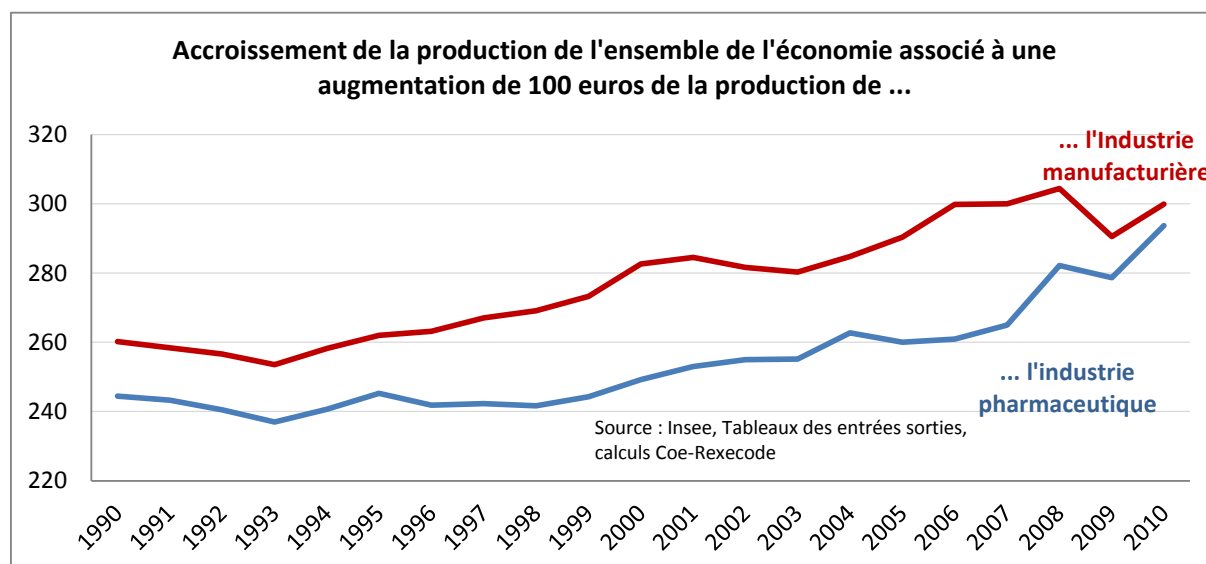
Nous cherchons à répondre à ces questions parce qu'elles sont les nouveaux enjeux d'une politique de filière et d'attractivité.

2. Mise en œuvre : Une tendance à la densification des relations qu'entretient l'industrie pharmaceutique avec ses branches fournisseurs

L'implémentation se fait sous VBA. En input on entre le nom de la branche dont on souhaite voir les effets d'impulsions. La sortie est une feuille Excel qui donne l'impact sur toutes les branches de l'économie.

Année : 2009				Variation de	Total de la
Secteurs				la production	production
AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE		AZ		2,140779018	65364,14063
INDUSTRIES EXTRACTIVES		BZ		4,701825142	5386,70166
FABRICATION DE DENRÉES ALIMENTAIRES, DE BOISSON		CA		5,962517738	149989,9688
FABRICATION DE TEXTILES, INDUSTRIES DE L'HABILLEN		CB		1,500876307	15573,50098
TRAVAIL DU BOIS, INDUSTRIES DU PAPIER ET IMPRIME		CC		6,20257616	37536,57422
COKÉFACTION ET RAFFINAGE		CD		3,599461555	35161,59766
INDUSTRIE CHIMIQUE		CE		18,8395977	55389,83984
INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE		CF		122,1024857	26547,05078
FABRICATION DE PRODUITS EN CAOUTCHOUC, EN PLA		CG		6,210518837	52375,21094
MÉTALLURGIE ET FABRICATION DE PRODUITS MÉTALL		CH		5,82055378	74466,82031
FABRICATION DE PRODUITS INFORMATIQUES, ÉLECTR		CI		1,680201292	23875,67969
FABRICATION D ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES		CJ		1,245783687	22863,24609
FABRICATION DE MACHINES ET ÉQUIPEMENTS N.C.A.		CK		2,013335228	33830,01172
FABRICATION DE MATÉRIELS DE TRANSPORT		CL		1,242865562	109185,2422
AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES ; RÉPARATIO		CM		1,280850887	52587,28125
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GA		DZ		5,387742996	94226,39063
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU ; ASSAINISSEME		EZ		2,571899652	39385,57031
CONSTRUCTION		FZ		2,272545576	267841,9063
COMMERCE ; RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MO		GZ		2,266507864	329538,1563
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE		HZ		4,923415661	168694,9219
HÉBERGEMENT ET RESTAURATION		IZ		0,78026545	84425,78125
ÉDITION, AUDIOVISUEL ET DIFFUSION		JA		2,079007149	50408,07813
TÉLÉCOMMUNICATIONS		JB		2,166083574	60076,16797
ACTIVITÉS INFORMATIQUES ET SERVICES D'INFORMATI		JC		3,230082512	64217,23047
ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE		KZ		7,597579002	180214,5938
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES		LZ		4,723173141	284056,7188
ACTIVITÉS JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, D'		MA		13,25697422	178298,25
RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE		MB		19,26038551	37506,92188
AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TE		MC		6,725425243	31280,72461
ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIE		NZ		14,48196507	174796,4844
ADMINISTRATION PUBLIQUE ET DÉFENSE - SÉCURITÉ S		OZ		0	170219
ENSEIGNEMENT		PZ		1,191263795	117987,1875
ACTIVITÉS POUR LA SANTÉ HUMAINE		QA		0,116920017	131869,1094
HÉBERGEMENT MÉDICO-SOCIAL ET SOCIAL ET ACTION		QB		0	63614
ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES		RZ		0,263951749	42314,26563
AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES		SZ		0,833059371	41235,83203
ACTIVITÉS DES MÉNAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS ; A		TZ		0,014197604	6896,01416
Total				278,6866737	3379236,167

Les effets d'impulsion transmis par l'industrie pharmaceutique en amont (c'est-à-dire au moyen de ses achats de produits intermédiaires utilisés dans le cadre de son processus de production) montre une forte densification ses relations avec ses secteurs fournisseurs.



Le graphique précédent souligne que l'accroissement *ex-nihilo* de 100 euros de la valeur de la production de l'industrie pharmaceutique permet un accroissement de la valeur de la production de l'ensemble de l'économie de 294 euros. Ce montant est de 300 euros en ce qui concerne l'industrie manufacturière (hors fabrication de denrées alimentaires et cokéfaction et raffinage)⁴. L'impulsion d'activité est donc sensiblement identique entre l'industrie pharmaceutique et l'industrie manufacturière.

Le graphique montre également que l'industrie pharmaceutique a approfondi ses relations interindustrielles au cours des années récentes, et ce bien plus que ne l'a fait l'industrie manufacturière dans son ensemble. De 2000 à 2010, l'effet d'impulsion associé à l'accroissement de la valeur de la production de l'industrie pharmaceutique s'est accru de **17,9 %**, contre un accroissement limité à **6,1 %** dans le cas de l'industrie manufacturière.

Le tableau suivant présente le classement des branches industrielles en fonction de l'évolution de l'effet d'impulsion qu'elles transmettent à l'ensemble de l'économie au cours de la période 2000-2010. L'industrie pharmaceutique figurerait au deuxième rang des branches industrielles si cet accroissement avait été calculé sur la période 1990-2010.

⁴ Le calcul effectué pour l'industrie manufacturière définie dans le périmètre précédent a été effectué au moyen d'une somme pondérée des impulsions transmises à l'ensemble de l'économie par chacune des branches de l'industrie manufacturière. La pondération utilisée est celle du poids de chaque branche dans la production de l'industrie manufacturière. La pondération est glissante.

Classement des activités industrielles selon l'accroissement entre 2000 et 2010 des effets d'impulsion sur l'ensemble de l'économie liés à une augmentation de 100 euros de la valeur de la production de chacune des branches

	Accroissement de l'effet d'impulsion en %	effet d'impulsion en 2010
INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE	17,9	293,7
FABRICATION D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES	11,3	307,1
MÉTALLURGIE ET FABRICATION DE PRODUITS MÉTALLIQUES, HORS MACHINES ET ÉQUIPEMENTS	9,3	286,0
FABRICATION DE PRODUITS EN CAOUTCHOUC, EN PLASTIQUE ET D'AUTRES PRODUITS MINÉRAUX NON MÉTALLIQUES	8,6	281,1
TRAVAIL DU BOIS, INDUSTRIES DU PAPIER ET IMPRIMERIE	6,1	283,7
FABRICATION DE MACHINES ET ÉQUIPEMENTS N.C.A.	6,1	284,5
FABRICATION DE MATÉRIELS DE TRANSPORT	5,5	346,4
INDUSTRIE CHIMIQUE	5,0	322,5
AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES ; RÉPARATION ET INSTALLATION DE MACHINES ET D'ÉQUIPEMENTS	4,6	250,4
FABRICATION DE PRODUITS INFORMATIQUES, ÉLECTRONIQUES ET OPTIQUES	-0,2	291,3
FABRICATION DE TEXTILES, INDUSTRIES DE L'HABILLEMENT, INDUSTRIE DU CUIR ET DE LA CHAUSSURE	-2,3	282,3
Ensemble de l'industrie manufacturière (hors fabrication de denrées alimentaires et cokéfaction et raffinage)	6,1	299,9

Source : Insee, tableaux des entrées-sorties, calculs Coe-Rexecode

L'industrie des matériels de transport est celle qui exerce les effets d'impulsion les plus importants au moyen de ses achats de biens intermédiaires. Une augmentation de 100 euros de la valeur de sa production occasionne en 2010 une augmentation de la valeur de la production de l'économie de 346 euros. Toutefois, cet effet d'impulsion a peu progressé au cours des dix dernières années (+5,5 % de 2000 à 2010).

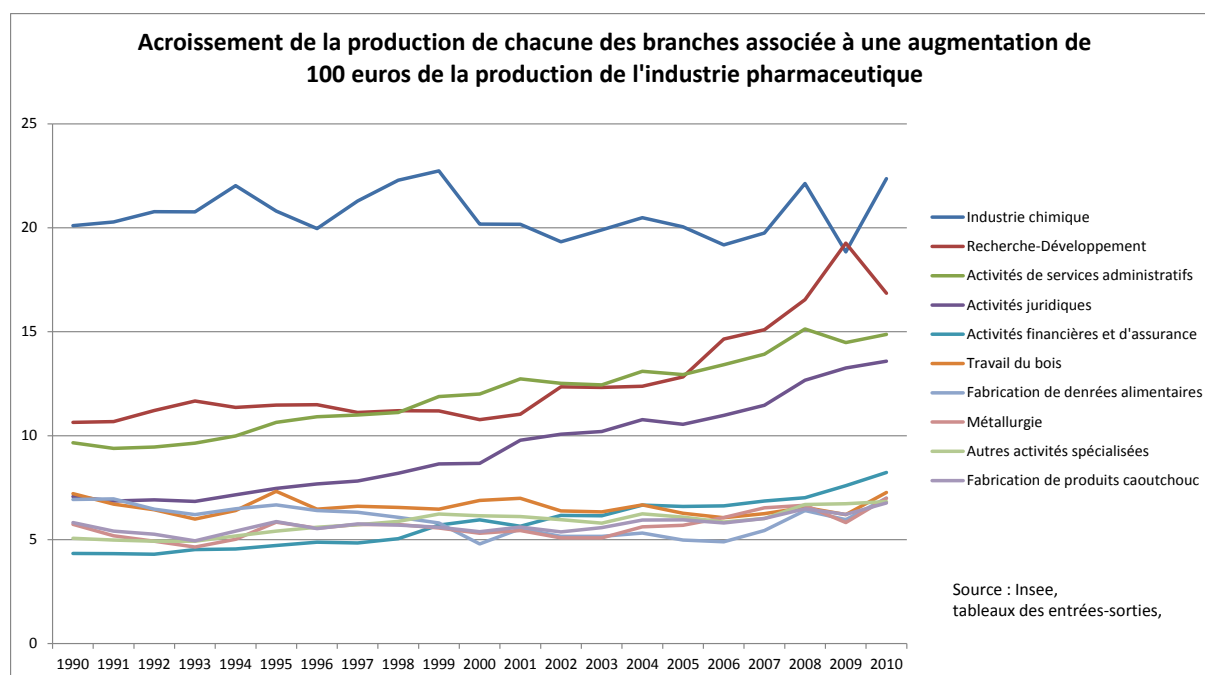
Les branches d'activité dont le niveau de production est le plus influencé par l'évolution de la production de l'industrie pharmaceutique sont, par ordre décroissant, l'industrie chimique, les activités de services (R&D scientifique), les activités de services administratifs et de soutien et les activités juridiques, comptables.

Classement des 10 branches d'activités en fonction des effets d'impulsion transmis par l'industrie pharmaceutique en 2010

Accroissement en euros de la valeur de la production de la branche associé à l'augmentation de 100 euros de la valeur de la production de l'industrie pharmaceutique

<i>Pour mémoire : INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE</i>	<i>126,5</i>
INDUSTRIE CHIMIQUE	22,4
RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE	16,9
ACTIVITÉS DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	14,9
ACTIVITÉS JURIDIQUES, COMPTABLES, DE GESTION, D'ARCHITECTURE, D'INGÉNIERIE, etc.	13,6
ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE	8,2
TRAVAIL DU BOIS, INDUSTRIES DU PAPIER ET IMPRIMERIE	7,3
FABRICATION DE DENRÉES ALIMENTAIRES, DE BOISSONS ET DE PRODUITS À BASE DE TABAC	7,0
MÉTALLURGIE ET FABRICATION DE PRODUITS MÉTALLIQUES, HORS MACHINES ET ÉQUIPEMENTS	7,0
AUTRES ACTIVITÉS SPÉCIALISÉES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	6,8
Industrie manufacturière	190,6

Source : Insee, tableaux des entrées-sorties, calculs Coe-Rexecode



V. Conclusion de la partie

L'industrie pharmaceutique reste en France un secteur clé du système productif. De nombreux laboratoires étrangers y ont implanté leurs usines de production depuis de nombreuses années. Par exemple, les usines de production des laboratoires américains Pfizer et Bristol-Myers Squibb irriguent des bassins d'emplois, respectivement à Ambroise (Indre-et-Loire) et à Agen (Lot-et-Garonne). Toutefois la compétitivité comme l'attractivité de l'industrie pharmaceutique ont été fragilisées au cours des années récentes. Cette évolution défavorable risque de freiner le potentiel de réindustrialisation spécifique à cette activité.

L'industrie pharmaceutique est entrée dans un processus d'approfondissement de ses relations avec son environnement économique. Elle irrigue également l'activité industrielle dans une proportion qui s'est accrue récemment. Sa capacité relative à contribuer à la réindustrialisation d'un territoire s'est renforcée au cours des dernières années. Un enjeu-clé est de faciliter la localisation de ses effets d'impulsion sur le territoire par une véritable politique de filière.

Annexe 1 : Classification des produits – niveaux 1 et 2

a. Niveau 1 : 21 sections

CPF rév. 2, 2008 - Liste des sections						
Code	Libellé					
A	Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche					
B	Produits des industries extractives					
C	Produits manufacturés					
D	Électricité, gaz, vapeur et air conditionné					
E	Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution					
F	Constructions et travaux de construction					
G	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles					
H	Services de transport et d'entreposage					
I	Services d'hébergement et de restauration					
J	Services d'information et de communication					
K	Services financiers et assurances					
L	Services immobiliers					
M	Services professionnels, scientifiques et techniques					
N	Services administratifs et d'assistance					
O	Services d'administration publique et de défense ; services de sécurité sociale obligatoire					
P	Services de l'enseignement					
Q	Services de santé humaine et d'action sociale					
R	Services artistiques et du spectacle et services récréatifs					
S	Autres services					
T	Services des ménages en tant qu'employeurs ; biens et services divers produits par les ménages pour leur usage propre					
U	Services extra-territoriaux					

b. Niveau 2 : 88 divisions

CPF rév. 2, 2008 - Niveau 2 - Liste des divisions						
Code	Libellé					
01	Produits de l'agriculture et de la chasse et services annexes					
02	Produits sylvicoles et services annexes					
03	Produits de la pêche et de l'aquaculture ; services de soutien à la pêche					
05	Houille et lignite					
06	Hydrocarbures					
07	Minerais métalliques					
08	Autres produits des industries extractives					
09	Services de soutien aux industries extractives					
10	Produits des industries alimentaires					
11	Boissons					
12	Produits à base de tabac					

13	Produits de l'industrie textile				
14	Articles d'habillement				
15	Cuir et articles en cuir				
16	Bois, articles en bois et en liège, à l'exclusion des meubles ; articles de vannerie et de sparterie				
17	Papier et carton				
18	Travaux d'impression et de reproduction				
19	Produits de la cokéfaction et du raffinage				
20	Produits chimiques				
21	Produits pharmaceutiques de base et préparations pharmaceutiques				
22	Produits en caoutchouc et en plastique				
23	Autres produits minéraux non métalliques				
24	Produits métallurgiques				
25	Produits métalliques, à l'exclusion des machines et équipements				
26	Produits informatiques, électroniques et optiques				
27	Équipements électriques				
28	Machines et équipements n.c.a.				
29	Véhicules automobiles, remorques et semi-remorques				
30	Autres matériels de transport				
31	Meubles				
32	Autres produits manufacturés				
33	Réparation et installation de machines et d'équipements				
35	Électricité, gaz, vapeur et air conditionné				
36	Eau naturelle ; traitement et distribution d'eau				
37	Collecte et traitement des eaux usées ; boues d'épuration				
38	Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération de matériaux				
39	Dépollution et autres services de gestion des déchets				
41	Bâtiments et travaux de construction de bâtiments				
42	Ouvrages et travaux de construction relatifs au génie civil				
43	Travaux de construction spécialisés				
45	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles				
46	Commerce de gros, à l'exclusion des automobiles et des motocycles				
47	Commerce de détail, à l'exclusion des automobiles et des motocycles				
49	Transports terrestres et transports par conduites				
50	Transport par eau				
51	Transports aériens				
52	Entreposage et services auxiliaires des transports				
53	Services de poste et de courrier				
55	Services d'hébergement				
56	Services de restauration et de débits de boissons				
58	Édition				
59	Production de films cinématographiques, de vidéos et de programmes de télévision ; enregistrement s				
60	Programmation et diffusion				
61	Services de télécommunications				
62	Programmation, conseil et autres activités informatiques				
63	Services d'information				
64	Services financiers, hors assurances et caisses de retraite				
65	Services d'assurance, de réassurance et de caisses de retraite, à l'exclusion de la sécurité sociale oblig				
66	Services auxiliaires aux services financiers et aux assurances				
68	Services immobiliers				
69	Services juridiques et comptables				
70	Services des sièges sociaux ; services de conseil en gestion				
71	Services d'architecture et d'ingénierie ; services de contrôle et analyses techniques				
72	Services de recherche et développement scientifique				
73	Services de publicité et d'études de marché				
74	Autres services spécialisés, scientifiques et techniques				
75	Services vétérinaires				
77	Location et location-bail				
78	Services liés à l'emploi				
79	Services des agences de voyage, des voyagistes et autres services de réservation et services connexes				
80	Services de sécurité et d'enquête				
81	Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager				
82	Services administratifs et autres services de soutien aux entreprises				
84	Services d'administration publique et de défense ; services de sécurité sociale obligatoire				
85	Services de l'enseignement				
86	Services de santé humaine				

87	Services d'hébergement médico-social et social			
88	Services d'action sociale sans hébergement			
90	Services créatifs, artistiques et du spectacle			
91	Services des bibliothèques, archives, musées et autres services culturels			
92	Jeux de hasard et d'argent			
93	Services sportifs, récréatifs et de loisirs			
94	Services fournis par des organisations associatives			
95	Services de réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques			
96	Autres services personnels			
97	Services des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique			
98	Biens et services divers produits par les ménages privés pour leur usage propre			
99	Services extra-territoriaux			